



«Israël cherche à criminaliser toute l'action humanitaire»

Description

Par Sara Gomez Armas, le 3 septembre 2021



Photo : Agencia EFE

Tel Aviv, 3 septembre. La travailleuse humanitaire espagnole Juana Ruiz, emprisonnée en Israël parce qu'elle est accusée d'appartenir à une organisation palestinienne illégale, est « innocente » et « les accusations portées contre elle font partie de la stratégie générale de criminalisation de toutes les activités humanitaires dans les territoires occupés » a assuré son avocat, l'avocat israélien renommé, Avigdor Feldman, dans une interview donnée à Efe.

« L'accusation est fondée sur une preuve secrète supposée prouver son engagement dans une organisation considérée terroriste, le Front Populaire pour la Libération de la Palestine (FPLP) » a expliqué Feldman depuis son bureau dans le centre de Tel Aviv.

Juana Ruiz Sánchez, qui a 62 ans, vit en Palestine depuis 1984 ; elle a été arrête le 13 avril  son domicile dans la ville de Beit Sahour en Cisjordanie occupée et elle est actuellement détenue  la prison de Damon,  Haïfa, où elle a bon moral dans la situation ponible de lâ??emprisonnement ».

Après lâ??avoir détenue pendant près dun mois sans accusation formelle, le bureau du procureur militaire israélien a prononcé cinq accusations contre elle début mai, notamment « d appartenir  une organisation illégale », de « recevoir de lâ??argent et de lâ??introduire dans les territoires palestiniens » et de « recevoir de lâ??argent pour une fausse destination » ?? toutes accusations liées  son travail de levée de fonds pour les Comités pour les Oeuvres de Santé, une organisation humanitaire qui agit en Cisjordanie occupée.

Cette ONG palestinienne a été accusée en mai par Israël de faire partie dun réseau dorganisations qui ont détourné de lâ??argent européen vers le FPLP considéré comme un groupe terroriste par Israël, les tats-Unis et lâ??Union Européenne.

« Nous navons pas encore vu une preuve évidente de la solidité des accusations, qui sont très générales. Elles ne précisent pas comment Juana aurait appris lâ??implication dun groupe terroriste dans ses activités » a précisé cet avocat expérimenté de 73 ans.

Pour cette raison il pense que Juana sert de bouc émissaire pour intimider dautres humanitaires étrangers travaillant en Palestine et pour « déconnecter ces territoires des organisations humanitaires ».

« Elle affirme, et il ny a pas de raison de ne pas la croire, quelle na travaillé que dans un but humanitaire, essentiellement dans la santé et quelle navait connaissance daucune activité terroriste » a dit Feldman qui a reçu en 1991 le prix Robert Kennedy pour les droits humains.

Son cabinet a en charge quatre autres cas semblables  celui de Juana, dans lesquels des organisations humanitaires agissant en Palestine ont été accusées dactivits terroristes ; aussi y voit-il clairement un même schéma se reproduire, qui correspond au fait « quIsral ne se satisfait pas dune aide étrangère qui a accès  la population des territoires occupés ».

« Ils veulent que les Palestiniens ne dépendent que de lâ??assistance israélienne alors quen réalité ils leur refusent toute aide humanitaire dans des domaines tels que la santé, lâ??éducation ou la culture » a dit Feldman, qui est porteur dune longue histoire de défense des victimes dabus dans le contexte de lâ??occupation militaire en Palestine.

En raison de la « faiblesse de la base » de lâ??accusation contre Juana, la défense a demandé, lors de la première audience du 10 août au tribunal militaire ?? le délit supposé a été commis dans les territoires sous occupation militaire israélienne ?? « le retrait de toutes les accusations étant donné que lâ??instruction na apporté aucune preuve dactivit terroriste ».

Ce jour-là a été la première fois que Juana a pu quitter sa cellule pour se rendre au tribunal militaire de la prison dOfer, près de Ramallah en Cisjordanie occupée, où elle est apparue visiblement fatigue et menotte, bien quelle ait eu lâ??opportunité dchanger quelques

mots avec son mari, le Palestinien Elias Rishmawi.

Une nouvelle audience était programmée pour le 1^{er} septembre mais elle a été repoussée *sine die* du fait de l'intention du bureau du procureur militaire de présenter davantage de preuves compromettantes, que la défense n'a toujours pas vues, étant donné que « l'urgence en Israël permet de retenir quelqu'un en prison sans montrer de preuves accusatoires ».

« Il est très difficile de rassembler les éléments d'une bonne défense quand la preuve est un secret » a critiqué l'avocat, dont l'objectif principal est désormais d'assurer que Juana puisse être en résidence surveillée pendant l'instruction du procès, ce qui peut durer plus d'un an.

Feldman a accepté de prendre en charge le cas de Juana en juillet après que son avocate précédente, Gaby Lansky, a décidé de se démettre lorsqu'elle a été élue députée à la Knesset (le Parlement israélien) et convaincu qu'il était de son innocence une fois qu'il en a vérifié les preuves et confiant que son expérience dans ce type de cas peut aider à obtenir pour elle un verdict de non-culpabilité.

Et si elle est déclarée coupable ? « J'essaie de ne pas imaginer cette possibilité. Je ne pense pas qu'elle soit coupable. Je ne pense pas qu'il y ait une quelconque preuve. J'espère que nous pourrions prouver son innocence et qu'elle pourra rentrer chez elle » a dit Feldman.

Source : [Archyde](#)

Traduction SF pour l'Agence Média Palestine

Tags

1. action humanitaire
2. criminalisation
3. humanitaire
4. Israël
5. ONG

date créée

2021/09/06